

**Question écrite n°3501** - Sujet : Personnes exclues de l'assurance maladie

**Auteur(s)** : Madame Taina Bofferding, Députée

**Destinataire(s)** : Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale; Madame Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

**Date limite de réponse à la question** : 05-01-2018

**Evènement(s) :**

Date	Description	Liens
05-12-2017	Dépôt de la question	Document écrit de la question
15-12-2017	Changement de destinataire(s) Ancien(s) destinataire(s) : Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale Nouveau(x) destinataire(s) : Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale; Madame Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration	Document annexe : Changement de destinataire
03-01-2018	Réponse écrite de Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale; Madame Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration	Document écrit de la réponse



Monsieur Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 5 décembre 2017

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 de notre Règlement interne, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale.

Récemment, lors de certaines manifestations publiques, il a été question de 500 à 600 personnes au Luxembourg qui seraient exclues de l'assurance maladie et qui, pour avoir accès aux soins médicaux, s'adresseraient aux ONG telles Médecins du monde.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre la question suivante :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce phénomène et dispose-t-il de données chiffrées en la matière ? Ces données correspondent-elles aux chiffres cités ci-avant ?
- Selon les informations propagées, ces personnes seraient exclues de l'assurance maladie parce qu'elles ne disposent pas d'adresse officielle. Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à cette information ?
- De quelle façon Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de réagir au problème de personnes non couvertes par l'assurance maladie ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Taina Bofferding  
Députée



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Luxembourg

Luxembourg, le 05 décembre 2017

Objet : Question parlementaire n° 3501 du 05.12.2017 de Madame la Députée Taina Bofferding

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés

**Changement de destinataire de la question parlementaire N°3501 de Mme Taina Bofferding**

Transmis en copie pour information

- à Mme la Députée Taina Bofferding

- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 15 décembre 2017

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,





Dossier suivi par : Karin Manderscheid  
Tél. (+352) 247-86352

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Entrée le:  
15 DEC. 2017

Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
Service Central de Législation  
43, boulevard Roosevelt  
L-2450 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 12 décembre 2017

Référence : 821xbdce1

Objet : Question parlementaire n°3501 de Madame la députée Taina Bofferding  
concernant les personnes exclues de l'accès aux soins de santé.

Monsieur le Ministre,

En ce qui concerne la question parlementaire sous objet, j'aimerais attirer votre attention au fait qu'elle est également du domaine de Madame le Ministre de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région.

Je vous saurais gré de bien vouloir la lui faire parvenir en vue de la réponse à y fournir.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

  
Romain SCHNEIDER  
Ministre de la Sécurité sociale

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 15 DEC. 2017	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Sécurité sociale

Le Ministre

Dossier suivi par : Karin Manderscheid  
Tél. (+352) 247-86352

**Monsieur le Ministre aux  
Relations avec le Parlement**

**Luxembourg**

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Entrée le:

08 JAN. 2018

Luxembourg, le 3 janvier 2018

**Référence :** 822x17b75

**Objet :** Réponse à la question parlementaire n° 3501 de Madame la députée Taina Bofferding datée du 5 décembre 2017

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse conjointe de Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande-Région et du soussigné à la question parlementaire spécifiée sous rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir la transmettre à la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

  
Romain SCHNEIDER  
Ministre de la Sécurité sociale

**Annexe(s) :** Réponse à la question parlementaire n° 3501 de Madame la députée Taina Bofferding datée du 5 décembre 2017



**Réponse conjointe de Madame le Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande-Région et du Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 3501 de Madame la députée Taina Bofferding datée du 5 décembre 2017**

---

Ad 1)

Dans son rapport d'activités de 2016, Médecins du Monde fait état de 620 patients vus en une année ; ces chiffres corroborent ceux avancés par l'honorable députée.

Pour ce qui est de données chiffrées officielles, il y a lieu de préciser que, ni le Ministère de la Sécurité sociale, ni le Centre commun de la sécurité sociale qui est en charge des affiliations à la sécurité sociale, ni le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ne disposent d'informations concernant le nombre de personnes non-affiliées.

Ad 2)

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le Centre commun de la sécurité sociale admet à l'assurance volontaire facultative de maladie tout demandeur déclarant une adresse luxembourgeoise pour une période initiale de 6 mois. A défaut de disposer d'une adresse enregistrée dans le registre national des personnes physiques, le demandeur d'une assurance maladie peut apporter d'autres preuves de résidence effective au Grand-Duché du Luxembourg, tel que, par exemple, un contrat de bail, une déclaration d'hébergement, une déclaration d'une association reconnue en matière d'encadrement de nouveaux arrivants. Sur présentation de telles pièces et à condition de payer les cotisations afférentes, l'assurance volontaire facultative maladie sort ses effets après un stage de trois mois.

Le Centre commun vérifie tous les 6 mois que l'assuré continue à résider au Grand-Duché de Luxembourg et rapporte annuellement les noms et adresses des personnes concernées au Ministère de la sécurité sociale.

Actuellement 355 assurés volontaires sans adresse légale sont enregistrés dans nos systèmes. La grande majorité de ceux-ci sont de nationalité portugaise (40%), luxembourgeoise (7%) ou des ressortissants d'un autre pays de l'Union européenne (18%). Quelque 125 ressortissants de pays tiers (hors le Brésil, le Cap Vert et l'Angola) complètent la population d'assurés volontaires facultatifs sans adresse légale.



Ad 3)

Comme le Ministère de la Sécurité sociale ne sait pas quelles sont les raisons pour lesquelles des personnes qui séjournent au Luxembourg s'adressent à Médecins du monde, il lui est difficile de réagir de façon appropriée en vue de leur permettre de bénéficier de l'assurance maladie légale.

En effet, des dispositifs spécifiques ont été d'ores et déjà mis en place en vue de soutenir certaines franges de la population qui pourraient se trouver sans couverture d'assurance maladie.

Ainsi, un dispositif spécifique permet aux réfugiés, dès leur arrivée au Luxembourg et dès leur enregistrement, de bénéficier d'aides et de soins médicaux, avant que l'assurance volontaire contractée en leur faveur ne sorte ses effets.

Pour les personnes qui remplissent les conditions pour pouvoir bénéficier du droit à l'aide sociale, les offices sociaux ont la mission de veiller à la prise en charge des frais de santé des personnes en situation précaire.

En effet, l'article 7, alinéa 7 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale dispose :

*« Si la personne dans le besoin n'est pas assurée autrement, l'office social prend en charge les risques de maladie, d'un handicap ou de sénescence, y compris l'aide médicale et l'hospitalisation. »*

L'article 8 du règlement grand-ducal du 8 novembre 2010 dispose que les Offices sociaux ont la mission de s'assurer de l'affiliation du demandeur à la sécurité sociale, et le cas échéant, de procéder à son affiliation.

Rappelons à titre subsidiaire que la Caisse nationale de santé a conclu en outre une convention avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration permettant aux offices sociaux d'attribuer aux personnes dans le besoin le tiers payant social (TPS). Ainsi les frais d'honoraires des médecins sont directement pris en charge par l'assurance maladie sur présentation d'une étiquette délivrée par l'office social compétent.

Ces deux dispositifs devraient donc permettre aux personnes disposant d'une autorisation de séjour, de bénéficier de l'assurance maladie légale.

Par ailleurs le Ministère de la Santé est compétent pour l'accès aux soins médicaux ; il dispose d'un budget pouvant prendre en charge les frais relatifs aux soins médicaux des personnes non-assurées, des factures non-payées et des frais d'hôpitaux.